



THE WORLD BANK
IBRD • IDA

MADAGASCAR – ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE RÉCENTE

Juillet 2014

Résumé exécutif

L'économie continue de tourner en dessous de son potentiel au cours du premier semestre de 2014 et la projection de croissance pour l'année reste encore faible. La première moitié de l'année a en effet été submergée par le processus de normalisation de la situation politique et de la mise en place des nouvelles institutions prévues par la Constitution. La période écoulée depuis le début de ce processus a encore été trop courte pour permettre la matérialisation du retour des financements des partenaires techniques et financiers et des intentions d'investir des opérateurs privés. Des appuis budgétaires sont attendus au deuxième semestre. Mais il reste beaucoup à faire par le gouvernement pour mettre en place ou restaurer les conditions favorables au développement du secteur privé tout en améliorant sa capacité d'assurer les services publics. Les cadres politiques et institutionnels se sont en effet dégradés pendant la crise.

Au premier semestre, la vie économique reste encore morose. D'un côté, le pouvoir d'achat de la population a été érodé par la crise prolongée alors que le cadre n'est pas très propice au développement des crédits bancaires à l'économie. D'autre part, l'administration publique n'est pas encore parvenue à générer suffisamment de ressources pour engager les dépenses publiques prévues. Le solde global de la balance des paiements s'est amélioré, mais reste déficitaire avec le ralentissement des investissements directs étrangers et les financements extérieurs en faveur de l'Etat. Par conséquent, l'Ariary s'est déprécié et les réserves internationales continuent de baisser. Avec la contraction des avoirs extérieurs nets et le ralentissement des créances nettes domestiques, la croissance de la masse monétaire reste maîtrisée.

Dans son évaluation 2013 des politiques et institutions nationales (CPIA), la Banque mondiale continue à considérer Madagascar comme pays fragile. Pour la seconde année consécutive, le score CPIA est de 3 (sur un score total de 6), sachant que tout pays ayant un score inférieur à 3.2 est considéré comme pays fragile. Il a été constaté que l'instabilité politique et la détérioration des scores CPIA sont liées. Sur les 16 indicateurs composant la CPIA, presque tous les scores de Madagascar ont été revus à la baisse depuis le début de la crise. Les dégradations les plus importantes sont observées sur les indicateurs liés à l'équité et l'inclusion sociale et ceux liés à la gestion et institutions du secteur public. Ce dernier a une pondération très élevée dans la détermination des allocations des ressources pour les pays IDA. Avec les progrès accomplis ces dernier mois sur le plan politique, Madagascar a la possibilité de renforcer le cadre de ses politiques et institutions et ceci pourrait contribuer à accélérer la croissance économique. Les pays disposant de meilleures politiques tendent en effet à enregistrer des taux de croissance par habitant plus élevés.

Executive Summary

The economic slowdown continues during the first semester of 2014 and the projected GDP growth rate for the year remains weak. The first semester has been overwhelmed by the process of political normalization and the implementation of some of the institutions specified by the Constitution. Financing from technical and financial partners has not yet come back and private operators' intention to invest has not yet materialized. Some budget supports are however expected in the second semester. But there remain much to be done by the Government to set up or restore conditions conducive to the development of the private sector and to improve its capacity to deliver public services. In fact, the policy and institutional conditions worsened during the crisis.

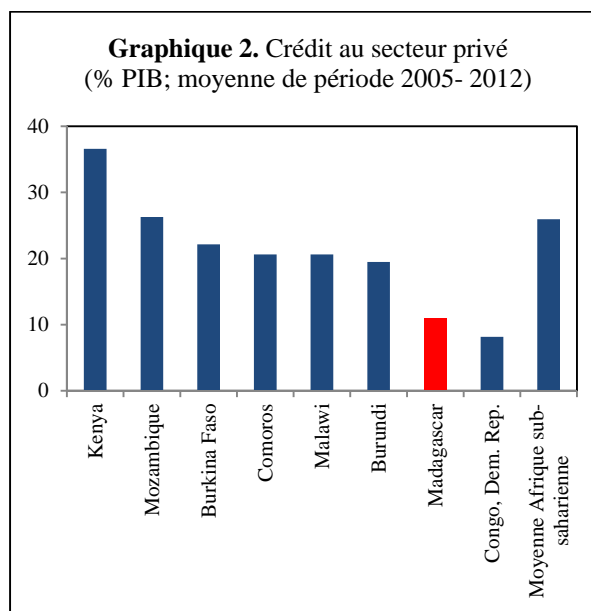
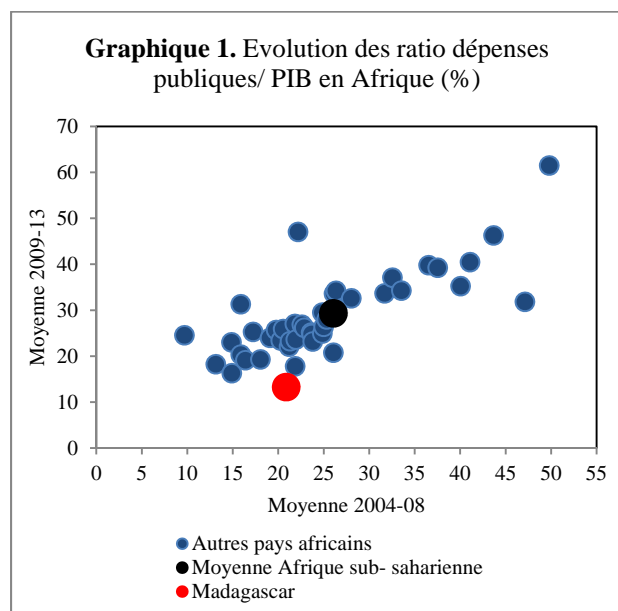
During the first semester, economic activities remained sluggish. In one hand, the purchasing power of the population has been eroded by the protracting political crisis and the business environment was not much favorable to the development of bank credit to the economy. In the other hand, the public sector's capacity to generate resources was too low to allow the commitment of the planned public expenditures. The overall balance of the balance of payments improved but remained in deficit with the deceleration of foreign direct investment and public external financing. As a result, the Ariary depreciated and international reserves continued to fall. Along with the reduction of net foreign assets and the slowing down of net domestic credit, the growth of the broad money remains under control.

The World Bank classifies Madagascar among fragile States, for the second consecutive year. Madagascar's CPIA score was 3 in 2013, which is below the threshold of 3.2. The political instability and the deterioration of CPIA scores are linked. Among the 16 indicators of the CPIA, almost all indicators deteriorated for Madagascar since the crisis began. The most important degradations are observed on indicators related to social inclusion and equity and those related to public sector management and institutions. The latter has a very high weighting in the determination of resources allocations to IDA countries. The progress accomplished to date on the political level offers to the country the opportunity to strengthen its political and institutional frameworks. Indeed, countries with better policies tend to enjoy higher per capita GDP growth.

Secteur réel

Le taux de croissance du PIB est projeté à 3% pour 2014. Celui-ci sera tiré par les secteurs secondaires et tertiaires qui devraient y contribuer chacun à hauteur de 40%. La croissance est concentrée sur un petit nombre de branches : les industries extractives, les transports de marchandises, le commerce, la pêche et l'élevage et les services rendus aux entreprises contribuent à elles seules 60% du taux total. La production agricole, notamment rizicole, pourrait s'améliorer cette année (4.3 millions de tonnes contre 3.9 millions de tonnes de paddy en 2013, selon les projections de la FAO¹), et résulter en une croissance positive de 0.8% de la branche agriculture. Seule la branche sylviculture devrait enregistrer une régression cette année.

Le ralentissement de l'activité économique est entretenu, en partie, par la capacité encore restreinte de l'administration. Selon la loi de finances initiale, les dépenses publiques prévues pour 2014 correspondent à 13.7% du PIB². Compte tenu des ressources disponibles, les dépenses publiques engagées depuis le début de l'année sont encore insignifiantes pour avoir un effet stimulant sur l'économie globale. En outre, le niveau des dépenses publiques à Madagascar a toujours été historiquement faible et ce, même lorsqu'on le compare avec ceux des pays de la région (Graphique 1). Ce problème de ressources est aussi, d'autre part, une contrainte pour le secteur privé. En effet, sur les 5 premiers mois de l'année, l'augmentation des crédits à l'économie par le système bancaire n'a été que de 1.9%. Le ratio crédit au secteur privé/ PIB reste ainsi parmi les plus faibles en Afrique (Graphique 2).



Sources : WDI et FinStats

Ce faible taux de croissance traduit que la reprise de l'activité économique n'est pas complètement effective cette année. En effet, la première moitié de l'année a été absorbée par le processus de normalisation de la situation politique. Cela a permis d'émettre un signal positif à l'égard des

¹ <http://www.agenceecofin.com/riz/2405-20269-apres-une-annee-2013-difficile-madagascar-produira-4-3-millions-de-tonnes-de-riz-en-2014>

² La projection dans le mémorandum de politique économique et financière avec le FMI est de 17%. L'augmentation est enregistrée surtout dans les dépenses d'investissement.

investisseurs, mais le rétablissement de l'environnement économique, du moins à son état d'avant la crise, nécessitera encore du temps. Mais si l'instabilité des politiques économiques et l'instabilité du gouvernement ont été identifiées comme principales entraves à l'environnement des affaires après l'avènement de la crise politique de 2009, il ne faut pas oublier que Madagascar devait déjà surmonter certains défis avant la crise³.

Le dernier rapport sur l'indice mondial de la compétitivité (2013) cite l'instabilité des politiques économiques, la corruption et l'accès au financement comme étant les 3 premières contraintes à l'environnement des affaires à Madagascar. L'instabilité du gouvernement et coup d'Etat sont à la quatrième place des contraintes. L'opportunité se présente ainsi pour le pays pour reprendre et continuer les progrès réalisés avant la crise politique afin d'améliorer le cadre des affaires, propulser l'activité économique et promouvoir la croissance. Le tableau 1 synthétise l'évolution de quelques indicateurs relatifs à l'environnement des affaires.

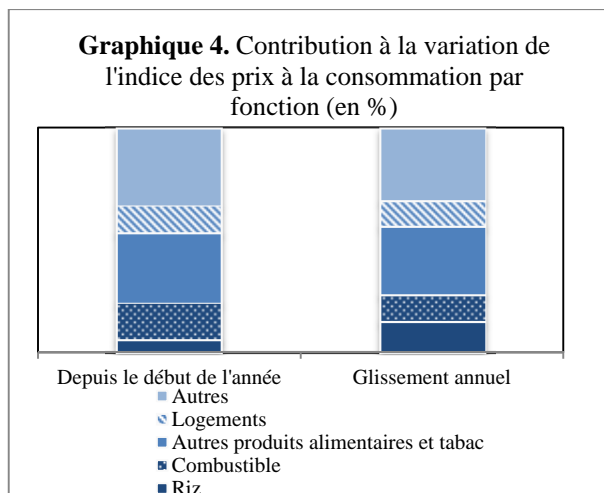
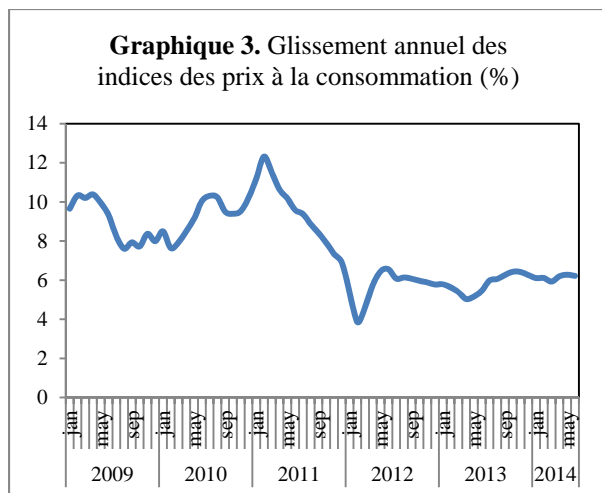
Tableau 1. Evolution des quelques indicateurs sur Madagascar.

<i>Indicateurs</i>	<i>Unité de mesure</i>	<i>Baseline (Année)</i>	<i>2008</i>	<i>2012</i>	<i>Dernière mesure (Année)</i>
Doing business	Rang	149/ 175 (2007)	149/ 178	151/ 183	148/ 189 (2014)
Global competitiveness index	Rang	107/ 117 (2005)	125/ 134	130/ 144	132/ 148 (2013)
Indice de perception de la corruption	Score	31 (2004)	34	32	28 (2013)
CPIA Banque mondiale	Score	3.5 (2005)	3.7	3.0	3.0 (2013)

Prix

En fin juin, le taux d'inflation en glissement annuel se situe à 6.2%. Les contributions les plus importantes à cette hausse proviennent des produits alimentaires et tabac (44.4%) et des logements et combustibles (23.0%). Cette modération du taux d'inflation, qui est d'ailleurs observée depuis 2011 résulte de la faiblesse de la demande et du manque d'activité dans la plupart des branches de l'économie. Bien que le cours de l'Ariary se soit déprécié au cours de ces dernières 12 mois, la contribution des produits importés dans la variation de l'indice des prix à la consommation n'a été que de 9.4%, c'est-à-dire 0.75 points de pourcentage. Ceci s'explique, entre autres, par la faible pondération des produits importés dans le panier de consommation (11.6%) et la baisse des prix des biens alimentaires sur le marché international. En effet, sur le marché international, le prix moyen du brut a été poussé à la hausse vers la fin du premier semestre (+ 8 USD/ baril de juin 2013 à juin 2014), tandis que l'indice du prix du riz à l'exportation a perdu 18 points sur la même période.

³ World economic forum, The Global Competitiveness Report.



Sources : Instat

Finances publiques

Le déficit des finances publiques reste maîtrisé. A la fin du mois de mai, celui-ci est estimé à moins de 0.5% du PIB. La projection pour le premier semestre est d'Ariary 83.8 milliards selon la loi de finances. Sur la période correspondante, les ressources de l'Etat sont constituées à 96% des recettes fiscales. La loi de finances initiale n'a pas prévu d'aide budgétaire.

Les recettes fiscales collectées correspondent à 4% du PIB, soit équivalent à 37% de la projection pour l'année 2014⁴ et en hausse nominale de 4.5% par rapport à l'année 2013 pour la même période. L'augmentation des recettes fiscales a été favorisée par une amélioration des recettes douanières collectées. En fait, la projection des recettes hors pétrole a excédé de 11% les prévisions initiales. Les recettes domestiques ont quant à elles plus ou moins stagné à cause de la baisse des droits d'accises et des impôts sur les revenus salariaux collectés. Par ailleurs, à la fin du mois d'avril, les recettes non fiscales collectées n'ont été que de Ariary 9 milliards, provenant essentiellement des produits de services, et les dons reçus ne sont que de Ariary 22.5 milliards. Ces recettes fiscales et dons collectés correspondent ainsi à 0.12% du PIB. Ces perceptions correspondent respectivement à 16% et 8% des projections pour l'année.

Tableau 2. Répartition des recettes fiscales (en milliards Ariary ; Jan- mai 2014)

	<i>Prévisions</i>	<i>Réalisations</i>
Recettes fiscales totales, dont :	1,139.7	1,007.0
<i>recettes fiscales intérieures</i>	665.5	555.0
<i>recettes douanières</i>	474.1	452.0

Sources : Mfb

Jusqu'à fin mai, les dépenses engagées dans le cadre du budget général s'élèvent à Ariary 998.2 milliards. Ceci correspond à un taux d'engagement de 29.5% pour le budget total, 35.5% pour les dépenses de solde (catégorie 2, selon le code catégorie des dépenses publiques), 32.4% pour les dépenses de fonctionnement hors solde (catégorie 3), 4.1% pour les dépenses structurelles (catégorie 4), et 8.7% pour les dépenses d'investissement. Pour rappel, le taux de régulation pour le deuxième trimestre est de

⁴ Ce taux est de 35.5% si on se base sur la projection contenue dans le mémorandum de politique économique et financière (FMI 2014).

42.2% pour les dépenses de la catégorie 3 et 4, hors rubrique indemnité. Etant donné le niveau des dépenses engagées, le taux de régulation ne constitue pas le premier obstacle dans l'engagement des dépenses. Comme l'engagement des dépenses d'investissement est habituellement faible en début d'année, les dépenses engagées sont affectées essentiellement aux dépenses courantes (soldes 53.5% des dépenses totales et fonctionnement hors soldes 25.7%).

Tableau 3. Situation des engagements de dépenses dans le cadre du budget général (en milliards Ariary ; Jan- mai 2014)

<i>Catégorie</i>	<i>Crédit initial</i>	<i>Montant engagé</i>
Intérêts	272.2	136.1
Solde	1,505.6	534.6
Fonctionnement hors solde	791.2	256.5
Structurelle	13.1	0.5
Investissement, dont:	806.3	70.4
<i>sur financement interne</i>	168.0	63.0
<i>sur financement externe</i>	638.3	7.5

Source : Mfb

Secteur extérieur

La balance commerciale accuse un déficit d'USD 249 millions au cours du premier semestre⁵. Ceci correspond à une amélioration de la balance commerciale étant donné que la réduction des importations totales (-4.7% en valeur nominale USD) a été accompagnée par la hausse des exportations totales (+4%). La chute des importations a concerné aussi bien les biens d'équipement (-19.7%) avec le ralentissement des investissements (IDE, privés nationaux et investissements publics), les matières premières tout régime confondu, c'est-à-dire de droit commun et zone franche (-5.8%), et les paiements de services au profit du secteur privé (-30%). En ce qui concerne les exportations, celles-ci ont été soutenues par les exportations de nickel et cobalt (+32%), dont la production se rapproche de sa vitesse de croisière, et des recettes de service de transport (+16%).

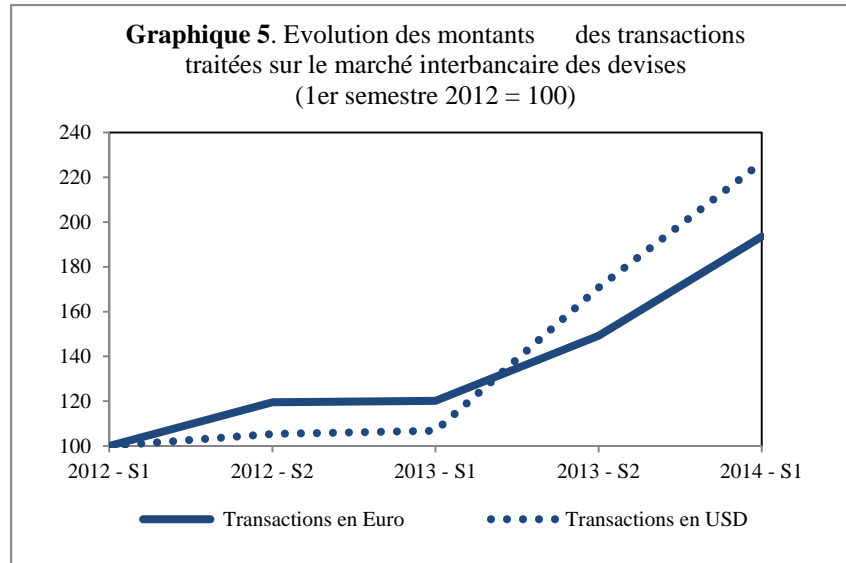
Le raffermissement de la balance courante a été partiellement contrebalancé par l'accroissement des paiements de dividendes d'une part (+19%), et l'amointrissement des transferts au profit de l'Etat (-36%) d'autre part. Toutefois, le déficit courant s'est contracté à USD 141.3 millions au premier semestre alors qu'il était en dessus d'USD 220 millions sur chaque semestre de l'année précédente.

Cependant, le solde des opérations en capital et financière n'a pas été suffisant pour compenser ce déficit subsistant de la balance courante à cause de la baisse des investissements directs étrangers (-25.6%) et des autres investissements (-17%). Les investissements directs étrangers nets ont été réduits à environ USD 550 millions en 2013, après s'être stabilisé autour d'USD 750 millions au cours des trois années précédentes. Les flux d'IDE se caractérisent par la décroissance de ceux correspondant à la branche extractive depuis le pic atteint en 2009 et la prépondérance des flux vers les branches « activités financières » et « télécommunication ». En 2012, les 3 branches précitées constituaient les 84.3% des flux totaux enregistrés⁶. Le solde global de la balance des paiements s'établit en fin juin 2014 à USD 41.7 millions.

⁵ Les analyses dans cette section sont basées sur les données provisoires disponibles à la date du 15 juillet.

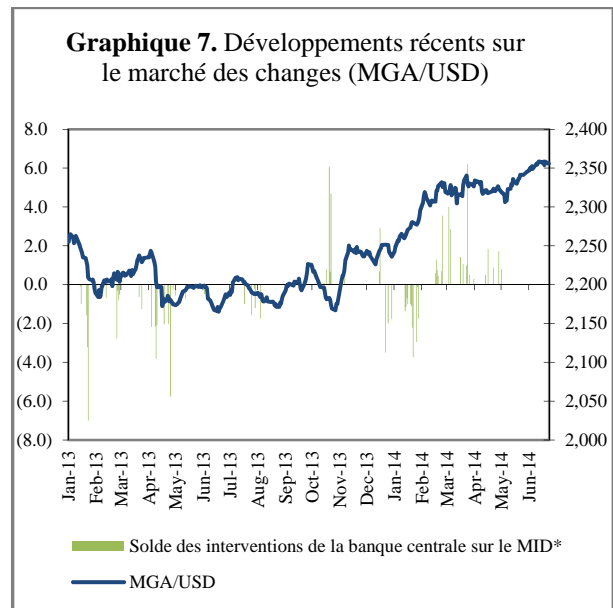
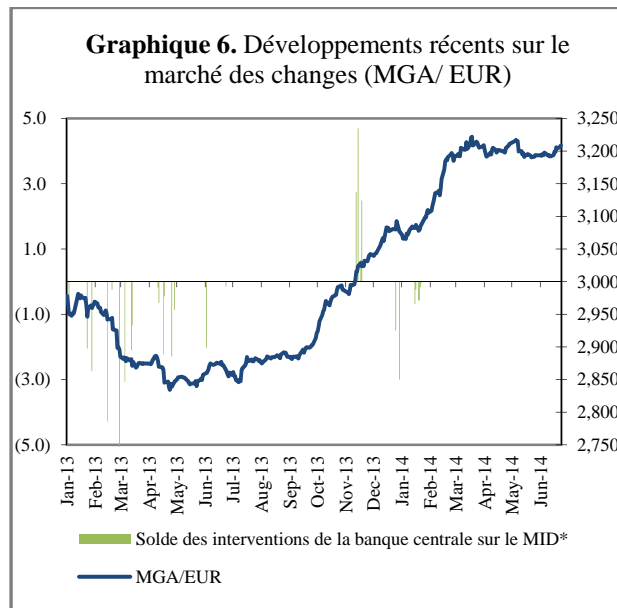
⁶ Banque centrale de Madagascar 2014, Etude sur les IDE à Madagascar.

Compte tenu de ces évolutions des soldes extérieurs, le premier semestre de l'année a été marqué par une dépréciation généralisée de l'Ariary par rapport aux devises étrangères. Le cours moyens de l'Ariary au deuxième trimestre de 2014 s'est déprécié d'environ 11% par rapport à l'Euro et 6% par rapport au dollar, en comparaison avec les cours moyens de la même période en 2013. La majeure partie de cette dépréciation est survenue durant le premier trimestre de 2014



tandis que les cours ont été relativement stables sur le deuxième trimestre (1.5% et 1.4% de dépréciations enregistrées, respectivement contre l'Euro et l'USD, entre les deux trimestres). Par ailleurs, le volume des transactions traitées sur le marché interbancaire des devises s'est beaucoup intensifié (graphique 5) et ceci pourrait avoir contribué à amplifier l'écart entre l'offre et la demande.

Le taux de change réel a quant à lui enregistré une légère appréciation à la fin du premier semestre ; les variations des prix dans les principaux pays partenaires de Madagascar restant toujours plus faibles.

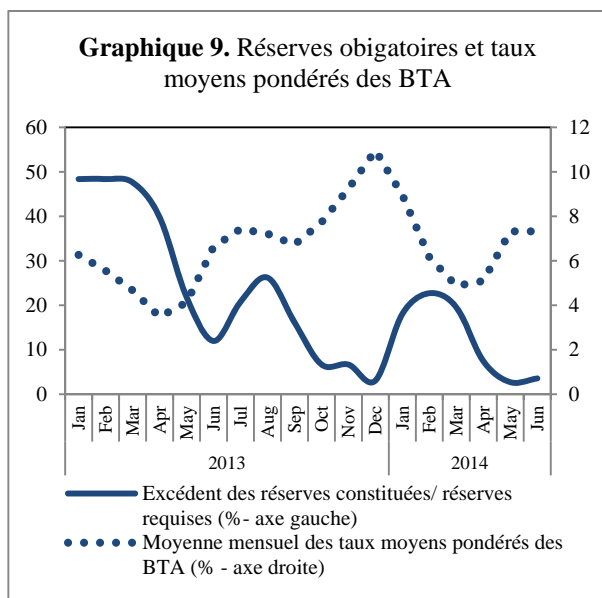
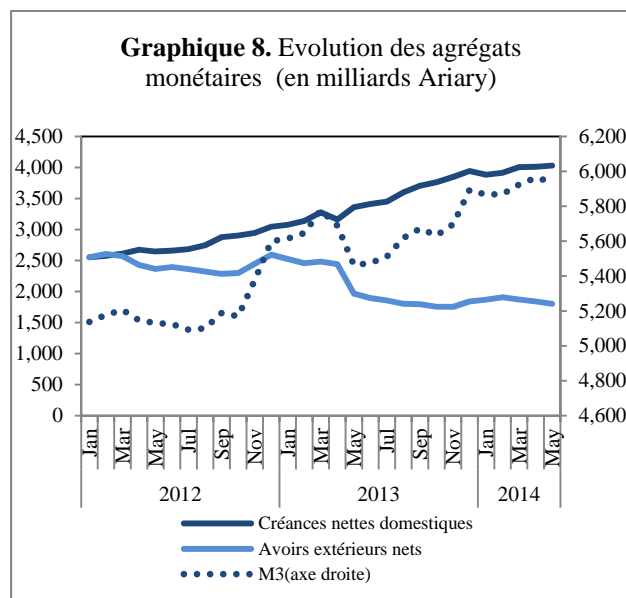


Sources : Banque centrale de Madagascar (* : positif = vente nette)

Secteur monétaire

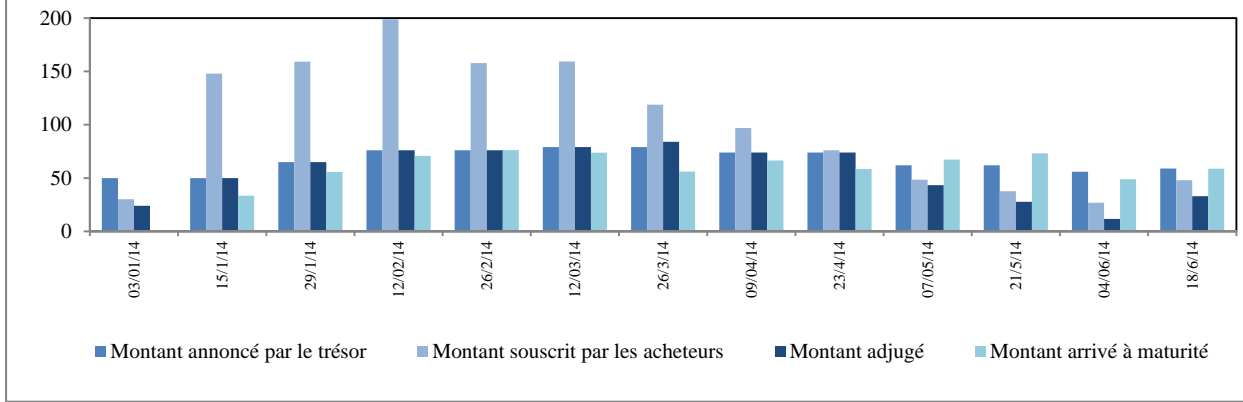
En début de l'année, la croissance de la masse monétaire s'est ralentie, sauf au mois de mai où celle-ci a crû de 8.7%⁷ en variation annuelle (graphique 8). De leur côté, les avoirs extérieurs nets continuent leur déclin avec l'amointrissement des réserves internationales qui sont passés de USD 770 millions en début d'année à USD 696 millions en fin mai. Les créances nettes domestiques sur l'Etat ont augmenté à une moindre vitesse. Ce mouvement est influencé essentiellement par le ralentissement de la souscription des banques de dépôt aux bons de trésor par adjudication. Par contre, l'Etat a continué à accumuler le recours aux avances statutaires. Depuis le début de l'année, les crédits à l'économie (incluant les particuliers, les entreprises privées et les entreprises publiques) ont faiblement progressé de 1.9%, menés par des crédits d'investissement aux particuliers et des mobilisations de créances.

Au cours des 6 premiers mois, les taux moyens pondérés des bons de trésor par adjudication (BTA) ont connu de fortes fluctuations. Ceux-ci ont tout d'abord décliné de 10.9% en moyenne en janvier vers 4.9% en mars, pour repartir ensuite à la hausse et atteindre 7.3% en juin. Le marché des BTA a été caractérisé par des souscriptions excédentaires des acheteurs par rapport au montant annoncé par le Trésor jusqu'en début du mois d'avril. Puis, la tendance s'est inversée et en moyenne sur le mois de mai et juin, les montants soumis n'ont couvert que 67% des montants annoncés par le Trésor. Ceci a entraîné la pression à la hausse des taux de rendements des BTA. Cette période correspond d'ailleurs à une réduction des excédents de réserves constituées par les banques de dépôt auprès de la banque centrale contre les réserves requises (Graphique 9). Les banques de dépôts ont beaucoup d'influence sur le marché primaire des BTA, en comparaison avec les particuliers. Les émissions en leur faveur représentent environ 80% des émissions annuelles de BTA. L'excès des montants annoncés par le trésor par rapport aux montants arrivés à maturité montre une pression sur la trésorerie de l'Etat en fin mars et pendant le mois d'avril.



⁷ Dernier mois où les données sont disponibles.

Graphique 10. Résultats du marché des bons de trésor par adjudication (milliards Ariary)



Annexe 1

Evaluation des politiques et institutions nationales (CPIA⁸) 2013 Madagascar

Pour la deuxième année consécutive, Madagascar est classé parmi les pays fragiles. En 2013, le pays a reçu un score CPIA de 3, sur une échelle de 1 à 6 – un score élevé signifiant une meilleure qualité des politiques et des institutions nationales. La Banque mondiale qualifie de pays fragiles les pays dont le score CPIA est en dessous de 3.2. La situation de fragilité est associée à un niveau de pauvreté élevé. Selon les estimations, 32% de la population pauvre de la planète vivraient dans les pays fragiles et en conflits en 2015. Ce taux pourrait passer à 40% en 2030.

Définitions et méthodologie

La CPIA apprécie dans quelle mesure la qualité du cadre institutionnel et des politiques économiques et sociales d'un pays est propice à la réduction de la pauvreté, à une croissance durable et à une utilisation efficace de l'aide au développement.

Les scores CPIA servent comme principal critère déterminant la répartition des ressources pour les pays IDA, avec la performance du portefeuille, la population et le revenu par habitant. La méthodologie utilisée permet aussi de mesurer les progrès réalisés par un pays dans le temps et de comparer sa performance en matière de politique et d'institutions avec celles d'autres pays.

L'évaluation est effectuée par le personnel de la Banque mondiale et porte sur 16 indicateurs regroupés dans 4 groupes: la gestion économique, les politiques structurelles, les politiques d'insertion sociale et d'équité, et la gestion et les institutions du secteur public. Chaque indicateur est noté de 1 à 6 sur la base de critères bien définis⁹. Le score CPIA est la moyenne des scores des 16 indicateurs regroupés dans leur groupe (voir tableau ci-dessous pour la liste des indicateurs dans chaque groupe). Cependant, le groupe « gestion et les institutions du secteur public » a une pondération plus importante (68%) dans la détermination des allocations IDA, contre 24% pour la moyenne des scores des trois groupes restants et 8% pour la performance du portefeuille.

L'exercice d'évaluation est mené annuellement et porte sur la performance de chaque pays pendant une année calendaire. L'allocation annuelle des ressources dépend de la performance de chaque pays mais aussi de la performance relative aux autres pays.

Scores CPIA en 2013

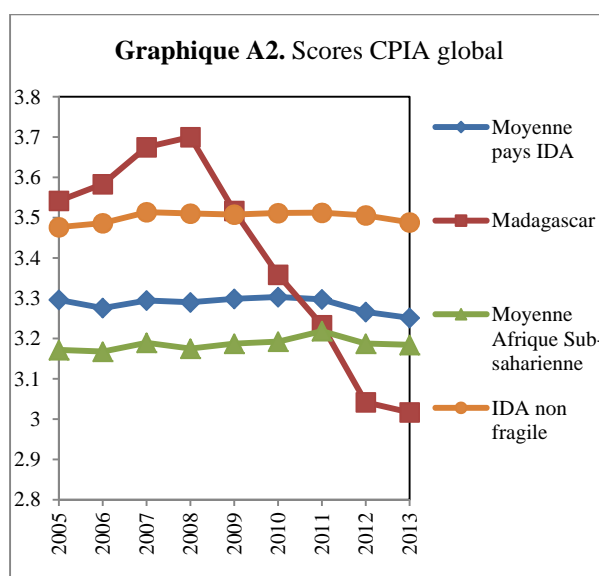
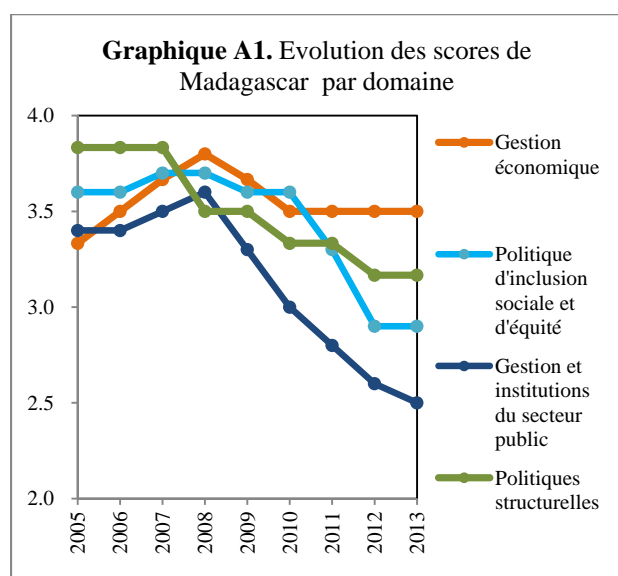
Depuis 2009, le score de Madagascar n'a cessé de se dégrader et a ensuite stagné à 3 entre 2012 et 2013. Sur les 5 dernières années, le pays a perdu 0.7 points et presque tous les indicateurs ont vu leurs scores baisser. Seuls les indicateurs sur le commerce, la gestion de la dette et l'égalité du genre sont restés stables entre 2008 et 2013 – et aucun indicateur n'a progressé. La gestion et institutions du secteur public a régressé de 1.1 points, et correspond à la baisse la plus importante parmi les 4 domaines. Ce groupe rassemble les indicateurs liés, entre autres, au contrôle de l'exécutif, à la gestion des ressources humaines du secteur public et au système judiciaire.

⁸ Plus connu sous l'abréviation CPIA ou Country policy and institutional assessment.

⁹ Les détails sur les critères d'évaluation du CPIA sont disponibles sur le lien (la dernière révision des critères a été effectuée en 2011) : <http://www.worldbank.org/ida/IRAI/2011/CPIAcriteria2011final.pdf>

En 2013, le score le plus élevé pour Madagascar est observé dans la gestion économique, tandis que le plus faible a été celui de la gestion et institutions du secteur public. Ces scores corroborent la prudence dans la gestion économique pendant la crise où les autorités ont limité les dérapages dans la gestion des finances publiques, mais aussi la dégradation des indicateurs de gouvernance constatée par d'autres institutions de notation. Les scores sur les politiques d'insertion sociales ont souffert essentiellement de la faiblesse du système de protection sociale et des dégradations dans la fourniture de services sociaux de base.

Le score moyen en Afrique Sub-saharienne a été de 3.2 en 2013. La force des pays dans la région repose dans la gestion économique tandis que la gouvernance du secteur public demeure le plus important défi et les améliorations dans ce domaine tardent beaucoup par rapport aux autres groupes. Les données dégagent par ailleurs une nette performance des pays riches en ressources naturelles et non exportateurs de produits pétroliers (score = 3.2) par rapport aux pays exportateurs de produits pétroliers (score = 2.9)¹⁰. Les expériences dans ces pays pourraient être pertinentes pour Madagascar dans la mesure où les ressources naturelles représentent une part de plus en plus importante dans les exportations du pays.



Avec la prolongation de la crise, le score de Madagascar s'est dégradé par rapport à la moyenne d'autres pays de niveau de revenu semblable et de ceux de la région. En fait, avant la crise, le pays était même plus performant si on le compare avec la moyenne des pays non fragiles, et l'écart est plus impressionnant si on se réfère à la moyenne en Afrique Sub-saharienne. Actuellement, la situation s'est complètement inversée.

Le lien entre instabilité politique et situation de conflit et baisse des scores CPIA, traduisant la perte des avancées en termes d'amélioration des politiques et de l'affaiblissement des institutions, a aussi été constaté dans d'autres pays. Cela a été observé par exemple au Mali, en République Centrafricaine et au Soudan du Sud. Mais on a aussi constaté des rebonds de la qualité des politiques dans les pays sortant de l'instabilité comme le cas de la Cote d'Ivoire, lorsque les pays se lancent dans la mise en œuvre de réforme des politiques.

Madagascar a déjà montré sa capacité à engager des réformes et à améliorer l'environnement des politiques et des institutions. La situation actuelle offre une opportunité pour « relancer la machine ». Le principal défi sera ensuite d'assurer la préservation des acquis. Il faut rappeler que l'évaluation dans le

¹⁰Les données sur l'ensemble des pays IDA sont disponibles sur le lien : <http://datatopics.worldbank.org/cpia/>

cadre de la CPIA se fait sur la base des politiques mises en œuvre et non des intentions et se concentre sur les politiques et dispositifs institutionnels dépendant de la volonté du pays.

COUNTRY POLICY AND INSTITUTIONAL ASSESSMENT (CPIA) – SCORES 2013		
MADAGASCAR		
	Madagascar	Moyenne des emprunteurs IDA
<i>Groupe A. Gestion économique</i>		
Politiques monétaire et de change	3.5	3.6
Politique budgétaire	3.0	3.3
Politique et gestion de la dette	4.0	3.4
<i>Moyenne 1/</i>	3.5	3.4
<i>Groupe B. Politiques structurelles</i>		
Commerce	4.0	3.8
Secteur financier	2.5	3.0
Cadre réglementaire des entreprises	3.0	3.2
<i>Moyenne 1/</i>	3.2	3.3
<i>Groupe C. Politiques d'insertion sociale et d'équité</i>		
Égalité des sexes	3.5	3.4
Équité dans l'utilisation des ressources publiques	3.0	3.4
Valorisation des ressources humaines	3.0	3.6
Protection sociale et main-d'œuvre	2.0	3.0
Politiques et institutions axées sur la viabilité écologique	3.0	3.1
<i>Moyenne 1/</i>	2.9	3.3
<i>Groupe D. Gestion et institutions du secteur public</i>		
Droits de propriété et gouvernance fondée sur les règles	2.5	2.9
Qualité de la gestion budgétaire et financière	2.0	3.2
Efficiencia de la mobilisation des recettes	3.5	3.5
Qualité de l'administration publique	2.5	2.9
Transparence, responsabilité et corruption dans le secteur public	2.0	2.9
<i>Moyenne 1/</i>	2.5	3.1
Score global CPIA 2/	3.0	3.2

1/Chaque critère a la même pondération pour le calcul des moyennes de groupe.

2/Le score global est la moyenne des scores des 4 groupes.